# « Notre diplomatie est toujours

Quel rôle pour la Belgique dans les pays arabes? Alors que notre pays rappelle son ambassadeur à Damas, quelle stratégie pour un pays qui manque cruellement de cohésion régionale et fédérale? Réponse avec le politologue Rik Coolsaet.

appel de l'ambassadeur belge en Syrie, participation à la guerre en Libye, la Belgique n'hésite pas à choisir son camp face aux pays qui n'ont pas encore pris la voie démocratique. Alors que le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR) revient d'une mission en Tunisie, en Libye et au Liban, c'est l'occasion de demander à Rik Coolsaet, professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'université de Gand, et ancien chef de cabinet adjoint de Willy Claes, ce qui fonde aujourd'hui la diplomatie belge, en particulier à l'égard du monde arabe (1).

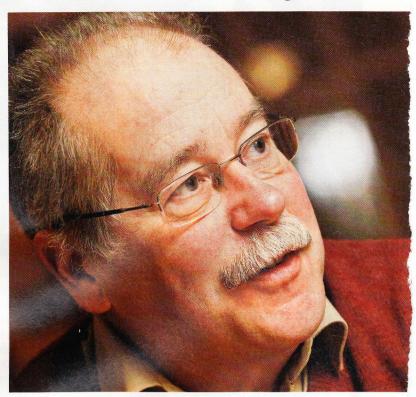
Le Vif/L'Express : La Belgique a rappelé son ambassadeur à Damas : la mesure n'est pas courante...

> Rik Coolsaet : Non, et, entre parenthèses, on aurait peut-être dû avoir la politesse d'attendre que le ministre russe [NDLR: des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov] boucle sa visite à Damas. Ce rappel serat-il de longue durée? Sans doute. La mesure est grave, car l'étape suivante est la rupture des relations. Mais cela devient rare de nos jours. Même avec la Libye, on n'avait pas rompu avant d'entrer en guerre. De toute façon, la Belgique reconnaît des Etats et non des régimes. Cela date de 1861, quand il a fallu mettre d'accord catholiques et libéraux face à la reconnaissance de l'Italie à laquelle le pape s'opposait... C'est vrai qu'en 2011 on a reconnu le CNT libyen, mais en précisant bien que c'était en tant que représentant légitime du peuple libyen, non de l'Etat libyen.

> JUSTIFICATION
La Belgique intervient en Libye (2011)
et pas en Irak (2003).
« Ce que l'ONU
dit est loi », rappelle
Rik Coolsaet.

« Des raisons commerciales derrière l'intervention belge en Libye ? Je n'en ai aucune preuve »

> VOIR AUSSI L'INTERVIEW EN VIDÉO SUR L'IPAD ET SUR WWW.LEVIF.BE



Cette musculation contraste avec 2003, quand la Belgique a résisté aux pressions américaines et refusé de s'engager militairement en Irak. Saddam Hussein valaitil mieux que Kadhafi?

> Ce contraste tient en trois lettres : ONU. Lors de la première guerre du Golfe, en 1990, le gouvernement Martens avait déclaré qu'il n'interviendrait qu'avec le feu vert du Conseil de sécurité. « Ce que l'ONU dit est loi », disaiton alors au Parlement, et c'est entré dans l'ADN politique belge, au-delà des clivages. En fait, toute notre histoire est marquée par cette crainte d'être pris en tenaille par des puissances qui imposent leurs propres règles et font payer la note aux « petits ». D'où notre credo européen et onusien. En 2003, l'attitude de Verhofstadt et Michel n'était pas antiaméricaine, elle était antihégémonique.

Lors de l'intervention en Libye, cautionnée par l'ONU, la Belgique n'a donc pas hésité?

> Pas beaucoup. Elle aurait pu ne

pas intervenir, à l'instar des Pays-Bas, qui se trouvaient également dans une situation intérieure délicate. Mais le souci humanitaire était le plus grand. C'est plutôt Steven Vanackere que Pieter De Crem qui a poussé pour l'entrée en lice de nos F-16. Honnêtement, je n'ai pas d'autre explication que cette fameuse R2P [NDLR: responsibility to protect, concept ONU né dans la foulée du génocide au Rwanda]. Les partis ont été sondés. Et personne ne s'y est opposé. La Belgique est-elle à ce point désiré responsante.

La Belgique est-elle à ce point désintéressée? Le ministre-président flamand Kris Peeters s'est empressé de prendre Reynders de vitesse en se rendant le premier à Tripoli...

Mais Reynders a réagi la semaine dernière au Parlement, en parlant de « représentants de commerce » et en assénant que « les envolées lyriques sur les droits de l'homme sont parfois ignorées dans les Parlements régionaux ». Il a voulu remettre au centre son leitmotiv « L'éthique et puis le

## à la recherche de "niches"»



commerce ». En tout cas, je n'ai aucune preuve qui indique que la Belgique soit intervenue en Libye pour des raisons géostratégiques ou commerciales.

### Quelles sont nos relations avec les pays arabes?

Au sein de l'UE, notre pays est celui qui, avec la France, est sans doute le plus marqué par une sensibilité pour le monde arabe. Ainsi, on a beaucoup investi à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, notamment en Egypte. L'attrait était alors purement commercial, pour devenir plus politique à la fin de la Première Guerre mondiale.

#### Cette sensibilité a-t-elle été renforcée par la création de l'Etat d'Israël?

Paul-Henri Spaak redoutait que la création de cet Etat n'amène de l'instabilité au Proche-Orient. Notre pays n'a d'ailleurs reconnu Israël qu'en 1950. En 1973, avec Renaat Van Elslande (CVP) aux Affaires étrangères, la Belgique a été la première à parler de reconnaissance des droits légitimes

du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination. On a anticipé le consensus européen sur la question. Quand Willy Claes était à l'Economie, nous avons également été le premier pays à inclure dans le contrat gazier avec l'Algérie la notion de « juste prix » à titre de contribution aux pays du Sud. Lors de la guerre contre l'Irak en 1990, la Belgique s'est souciée que cette guerre n'entame pas le dialogue euro-arabe. C'est pour cela que le ministre de la Défense Guy Coëme (PS) avait entamé des rapprochements avec ses homologues de Tunisie et du Maroc. Et en 2003, à la veille de l'invasion américaine en Irak, on a insisté sur l'importance de résoudre la question israélo-palestinienne, au cœur de l'instabilité au Moyen-Orient.

# Dialogue euro-arabe, solution à la question palestinienne : ces deux axes sont-ils liés à notre propre histoire?

> Pour ce qui est de la sensibilité propalestinienne, oui. Le mot « occupation » est chargé de sens chez nous aussi. Le fait que nous soyons un petit pays qui a été occupé à plusieurs reprises – avant et après 1830 – a certainement aiguisé notre sensibilité sur la question, même si on insiste évidemment sur le droit inaliénable d'Israël de vivre dans des frontières sûres.

VISITE Rencontrant Moustapha Abdeljalil Iundi à Tripoli, Didier Reynders a proposé une aide en matière de sécurité et de santé à la Libye.



« Nous sommes restés des ayatollahs de l'orthodoxie communautaire » Aujourd'hui, la diplomatie belge se fond dans le Service européen d'action extérieure (SEAE), dirigé par Catherine Ashton. A-t-elle perdu sa spécificité?

> Cela deviendra difficile d'avoir une vue différente. La Belgique a tout de même fait part en interne de ses critiques à l'égard de ce service, notamment sur le manque de perspicacité de ses rapports ou sur l'absence d'Ashton à des moments clés. Par contre, la promotion de nos intérêts économiques reste nationale. Or nous manquons cruellement de cohésion et de synergies entre les acteurs régionaux et le fédéral. Au moment où nos voisins s'organisent de manière plus centralisée, notamment pour mieux saisir les opportunités dans les pays émergents, nous peinons à créer cette masse critique qui permet de titiller les grands sur leurs marchés. Seule une minorité de pays européens a rappelé leur ambassadeur à Damas. La Belgique estelle encore suivie?

Nous restons une référence pour le Congo. Nos partenaires peuvent également se fier à nos réflexes européanistes, car nous sommes restés des avatollahs de l'orthodoxie communautaire. Par contre. la récente crise politique a sérieusement miné notre crédibilité, notamment en termes de médiation et de bonne gouvernance. Aujourd'hui, notre diplomatie est toujours à la recherche de « niches » où elle peut apporter de la valeur ajoutée. Avec notre tradition de démocratie-chrétienne, nous aurions pu accompagner les Frères musulmans afin de les aider à reconvertir leur profil islamiste. Mais ce sont les Suisses, les Américains, les Norvégiens qui s'en sont chargés. Une occasion ratée.

ENTRETIEN: FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

(1) Rik Coolsaet prépare actuellement, avec Vincent Dujardin et Claude Roosens (UCL), un ouvrage retraçant l'histoire du ministère des Affaires étrangères, de 1830 à nos jours (éditions Racine, à paraître fin 2012).